

# SOMMAIRE

## Dans votre revue de presse de cette semaine...

*Après les Galliéni, Champigny, Branly... Combien faudra-t-il encore de séismes pour changer les choses ? L'onde de choc dépassera-t-elle enfin cette fois les murs de la salle de classe pour ébranler la société et les pouvoirs publics, les faire réagir concrètement sur le long terme ? Une rupture de failles ne constitue pas la fin du risque. Négliger ce risque, c'est conduire à la catastrophe (cf. programme de géo de 2<sup>nd</sup> pro) ! Il est indispensable de surveiller l'ensemble de ces risques et de les anticiper. L'École, avenir de la nation ? Il ne tient qu'à nous de faire respecter cette promesse en exigeant de l'EN qu'elle nous accorde tous les moyens nécessaires à la réussite de sa jeunesse et au bien-être de ses personnels.*

### TOUTEDUC /

**Article 1** : Menaces contre un professeur à Créteil..., 21/10/18 ..... p.2

### FRANCE BLEUE /

**Article 2** : Pourquoi les profs du lycée Trégy ont fait grève deux jours, 16/10/18 ..... p.2

### LE FIGARO /

**Article 3** : F. Vidal : « Les BTS et DUT ne remplissent plus leur rôle initial », 19/10/18 ..... p.2

### AEF /

**Article 4** : Apprentissage : le ministère du Travail précise les principales étapes vers le nouveau système de financement, 17/10/18 ..... p.3

**Article 5** : Sécurité : le gouvernement va réunir "un comité stratégique" à la suite de l'agression d'une enseignante à Créteil, 22/10/18..... p.3

**Article 6** : La Fnec-FP-FO, le Snalc-FGAF, la CGT Educ'action et SUD-Éducation appellent à la grève le 12 novembre, 22/10/18 ..... p.3

### LE CAFE PEDAGOGIQUE /

**Article 7** : Education prioritaire : La Cour des comptes pour un autre mode d'affectation des moyens, 17/10/18 ..... p.3

**Article 8** : Salaires enseignants : Une Note ministérielle à compléter... , 19/10/18 ..... p.4

**Article 9** : Une chaire pour le Cnesco, 19/10/18 ..... p.4

**Article 10** : Inégalités territoriales : Toujours moins pour ceux qui ont moins ?, 23/10/18 ..... p.4

### L'ETUDIANT /

**Article 11** : Bac pro GA : où rebondir avec la baisse du nombre de places ?, 16/10/18..... p.4

### LE MONDE /

**Article 12** : « Le classement scolaire scelle trop vite le destin professionnel... », 17/10/18 ..... p.5

### MEDIAPART /

**Article 13** : le ministre Blanquer n'aime pas les instances indépendantes, 22/10/18 ..... p.5

### RTBF /

**Article 14** : "Enseignant, c'est un seul et unique métier": il aurait donc fallu un seul master, et un seul barème, pour les syndicats (en Belgique), 18/10/18..... p.5



## Article 1 : Enseignante "braquée" : les réactions de la PEEP, du SE-UNSA, du SNETAA, 24/10/18

(...)Le SNETAA (le syndicat FO des enseignants de lycée professionnel) s'exclame : "Trop, c'est trop !" et ajoute : "Depuis 15 ans, tout le monde feint de ne pas voir." Il interroge : "Combien d'établissements n'appliquent pas le règlement intérieur ? Combien d'établissements manquent de personnels spécifiques pour prendre à bras-le-corps ces problématiques : CPE, assistantes sociales, surveillants (AED)... ? (...) À Toulouse, à Champigny, à Marseille, à Villeneuve-sur-Lot, à Charleville-Mézières, à Béziers aujourd'hui à Créteil, c'est partout que tout le monde doit se mobiliser pour réapprendre à nos jeunes le respect de l'autre, la solidarité, le débat, la tolérance, la laïcité." Il rappelle qu'il a mis en place "depuis 3 ans", une équipe "d'aide aux professeurs "dans leurs démarches" tandis qu' "une psychologue traite l'urgence psychologique".

- **A lire aussi :** *Le Parisien*, « JM Blanquer : « Nous allons rétablir l'ordre » », 21/10/18 ; *Le Café Pédagogique*, « Violence scolaire : après Créteil, une nouvelle politique ? », 19/10/18 ; *Le Monde*, « Professeure braquée par un élève avec une arme factice : l'affaire prend une dimension politique », 21/10/18 ; *Marianne*, « Humiliés, esseulés... avec #Pasdevagues, les profs dénoncent l'abandon de leur hiérarchie face aux violences », 22/10/18 ; *L'Express*, « Violences à l'école : combien d'Edouard Branly ? », 22/10/18 ; *Le Point*, « #PasdeVague-ÉN : les ravages de l'omerta », 23/10/18 ; *L'Obs*, « J'aurais aimé être soutenue, face aux violences, des profs expriment leur désarroi sur Twitter », 22/10/18



## Article 2 : Pourquoi les professeurs du lycée Trégey ont fait grève deux jours, 16/10/18

Pendant deux jours, la moitié des enseignants du LP a suspendu ses cours pour protester contre le comportement violent de certains élèves. Le phénomène dure depuis des années. Les professeurs attendent aujourd'hui que le rectorat améliore leurs conditions de travail. (...)

### **LE FIGARO**

## Article 3 : F. Vidal : « Les BTS et DUT ne remplissent plus leur rôle initial », 19/10/18

INTERVIEW – F. Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, lance ce jeudi une concertation nationale sur les formations courtes professionnalisantes. Elle livre au Figaro Étudiant les objectifs de cette réflexion.

« Nous devons garantir l'égalité d'accès aux filières courtes professionnalisantes ». Lors de son discours de conférence de presse de rentrée 2018, F. Vidal, a fait savoir sa volonté de travailler sur l'offre de formations professionnalisantes.

Ce jeudi 18 octobre, elle lance une concertation nationale sur le sujet. L'objectif: proposer de nouveaux parcours d'une, deux ou trois années offrant de nouvelles possibilités aux bacheliers, notamment ceux issus de filières technologiques et professionnelles. Pour le Figaro Étudiant, elle livre en exclusivité les détails de la concertation à venir. (...)

- **A lire aussi :** *VousNousIls*, « F. Vidal lance une concertation sur l'offre des formations aux bacheliers pro. et techno. », 18/10/18



#### **Article 4 : Apprentissage : le ministère du Travail précise les principales étapes vers le nouveau système de financement, 17/10/18**

La DGEFP vient d'envoyer aux acteurs de l'apprentissage une note de cadrage de cinq pages sur "la transition pour la mise en œuvre de la réforme de l'apprentissage". Le document fixe la date limite de détermination par les branches des niveaux de prise en charge des contrats ("coûts-contrats" par diplôme) au 1er février 2019. D'ici août 2019, les opérateurs de compétences devront identifier les contrats à financer CFA par CFA. Le calendrier de transition 2019-2020 entre financement régional et financement de branche est également précisé. (...)

#### **Article 5 : Sécurité : le gouvernement va réunir "un comité stratégique" à la suite de l'agression d'une enseignante à Créteil, 22/10/18**

(...) "La sanctuarisation de l'espace scolaire est la base fondamentale de la vie scolaire et de tous les apprentissages. La force doit toujours être du côté du droit. Tout sera mis en œuvre pour qu'il en soit ainsi en permanence dans tous nos établissements", ont déclaré conjointement les ministres [MEN et ministre de l'Intérieur].

Le comité stratégique annoncé sera "constitué de tous les acteurs œuvrant d'ores et déjà au quotidien pour un apprentissage serein" et permettra "d'arrêter un plan d'actions ambitieux, visant à mettre un terme à de tels comportements". (...)

Le gouvernement "réfléchit aussi à une politique de responsabilisation des familles de mineurs qui vont trop loin". "Le fait est que lorsque l'élève est mineur, les suites judiciaires sont naturellement plus clémentes que pour un majeur. Cela doit nous emmener à des enjeux de responsabilisation des familles dont le rôle est fondamental dans l'éducation des enfants." (...)

#### **Article 6 : La Fnec-FP-FO, le Snalc-FGAF, la CGT Educ'action et SUD-Éducation appellent à la grève le 12 novembre, 22/10/18**

(...) Dans un communiqué commun, le 19 octobre 2018, la CGT-Education, la **Fnec-FP-FO**, SUD-Éducation et le Snalc-FGAF s'opposent aux "réformes Blanquer qui attaquent l'école et les personnels" ainsi qu'au budget 2019. Ces syndicats demandent "l'arrêt des suppressions de postes" mais également "le retrait de Parcoursup", des réformes des lycées, du baccalauréat, le "retrait" du projet de loi "pour une école de la confiance" et "l'abandon de la fusion des académies". (...)



#### **Article 7 : Education prioritaire : La Cour des comptes pour un autre mode d'affectation des moyens, 17/10/18**

"Un consensus se dégage en faveur du maintien d'une politique d'éducation prioritaire ambitieuse, visant à accorder un traitement différencié aux écoles et établissements qui concentrent les difficultés". Dans un nouveau rapport, la Cour des comptes ne remet pas en cause la nécessité d'une politique d'éducation prioritaire. Mais elle en bouleverse les règles. La Cour met fin à la labellisation en proposant un nouveau mode de distribution des moyens qui seront plus concentrés. Elle souhaite davantage d'autonomie pour les chefs

d'établissement des réseaux qui deviendraient des écoles du socle, regroupant sous l'autorité du principal écoles et collèges. Celui-ci aurait une large autonomie dans l'usage des moyens et pourrait recruter sur profil ses enseignants. Le rapport vient finalement en appui à la politique impulsée par JM Blanquer à travers la mission Mathiot - Azema.(...)

➔ *Libération*, « Education prioritaire : la Cour des comptes veut décoller les étiquettes », 17/10/18

### **Article 8 : Salaires : Une Note ministérielle à compléter... , 19/10/18**

"En 2016, un enseignant du ministère de l'ÉN perçoit en moyenne 2 380 euros nets par mois. Néanmoins, des différences de salaire existent selon le statut et le corps, allant du simple au double. Ainsi, les professeurs agrégés et de chaire supérieure gagnent 0,6 fois plus que les professeurs des écoles et 1,2 fois plus que les professeurs contractuels... En 2016, dans un contexte de dégel du point d'indice (+ 0,6 % au 1er juillet) et d'une légère reprise de l'inflation (+ 0,2 %), les enseignants qui étaient rémunérés par le MEN l'année précédente ont connu, en moyenne, une évolution individuelle de leur salaire net d'environ 3,1 %." Dans une nouvelle Note d'information, le ministère rend cet hommage involontaire au gouvernement précédent et à une ministre qui savait défendre son budget. Alors ajoutons ce que la Note ne dit pas. (...)

### **Article 9 : Une chaire pour le Cnesco, 19/10/18**

Impossible de rayer le Cnesco d'un trait de plume. Pris dans une polémique, le ministre tente une sortie. Le 18 octobre sur France Inter il annonce que le Cnesco existera sous une autre forme : "nous allons créer une chaire académique indépendante pour aller encore plus loin". Sans doute veut-il dire pour éloigner le Cnesco d'une vraie évaluation de l'École. Car cette transformation d'une instance ayant une mission légale et les moyens de l'exercer de façon indépendante en un vague centre d'étude universitaire retire au Cnesco sa mission officielle et ses moyens d'agir notamment pour avoir accès aux enquêtes ministérielles. Si l'École a besoin d'une évaluation indépendante et non ministérielle, alors le Cnesco doit rester une institution. (...)

➔ **A lire aussi** : *France Inter*, « JM Blanquer, « Dans l'évaluation des élèves il n'y a rien de brimant...» », 18/10/18

### **Article 10 : Inégalités territoriales : Toujours moins pour ceux qui ont moins ?, 23/10/18**

"Les ressources humaines sont allouées de façon très inégalitaires selon les territoires". Le Cnesco publie le 24 octobre deux études sur les inégalités territoriales qui ne vont pas rester inaperçues. Alors que le ministre vient de confier une mission sur ce sujet à A Azema et P Mathiot, le Cnesco publie deux synthèses qui apportent des éléments d'information totalement nouveaux. En descendant au niveau du canton (dans les communes urbaines on descend ainsi au niveau du quartier), l'étude du Cnesco met en évidence les inégalités territoriales à l'intérieur des départements et des académies. C'est finalement la politique d'affectation des moyens qui est interrogée et aussi le rapport entre ces moyens et les résultats obtenus. (...)

## **l'Étudiant**

### **Article 11 : Bac pro gestion-administration : où rebondir avec la baisse du nombre de places ?, 16/10/18**

Les effectifs en bac pro GA (gestion-administration) seront réduits de moitié d'ici 2022. Pour compenser, des places devraient être ouvertes dans les bacs pro dont les titulaires

s'insèrent plus facilement sur le marché du travail, comme le bac pro assistance à la personne, ou encore le bac pro sécurité. (...)

"Ce bac ne réalise pas les deux objectifs d'un bac pro : l'insertion professionnelle et la poursuite d'études. **Le taux d'insertion est inférieur à 30 % à la sortie du bac**", explique-t-on au ministère.

Un constat largement partagé. "Il était nécessaire de revoir ce bac pro qui résultait de la fusion comptabilité et secrétariat mais dont personne – ni les élèves, ni les familles, ni les entreprises – ne comprenait vraiment l'objectif. C'est un fiasco", assure **Alain-Romain Nitkowski**, le secrétaire national **Snetaa-FO**, syndicat majoritaire chez les enseignants de LP. (...)

## Le Monde

### [Article 12 : « Le classement scolaire scelle trop vite le destin professionnel et social des personnes », 17/10/18](#)

Si les inégalités scolaires font l'objet d'une recherche abondante, les inégalités en matière d'orientation scolaire sont peu mises en avant. Or, les inégalités face aux capacités de construire et de choisir son parcours sont réelles. On est beaucoup plus acteur de son orientation quand on est bon élève, car celle-ci se fonde sur les résultats scolaires. Les meilleurs élèves auront accès aux meilleures filières qui mènent vers les emplois les plus attrayants.

A contrario, de mauvais résultats scolaires vont progressivement faire basculer les « mauvais » élèves du statut de sujet à celui d'objet d'orientation, relégués dans les voies et les métiers les moins valorisés. Ainsi l'orientation est-elle vécue comme une blessure par celles et ceux qui se sentent dépossédés de choix dans une société dite « méritocratique » où chacun est responsable de sa propre réussite. (...)



### [Article 13 : le ministre Blanquer n'aime pas les instances indépendantes, 22/10/18](#)

Deux instances liées au ministère de l'éducation sont dans la tourmente : le Conseil supérieur des programmes, chargé d'élaborer les programmes, et le Conseil national de l'évaluation du système scolaire, appelé à disparaître. Ces tensions illustrent la mainmise du ministre sur ces dossiers, qui veut solder l'héritage Peillon. (...)



### [Article 14 : "Enseignant, c'est un seul et unique métier": il aurait donc fallu un seul master, et un seul barème, pour les syndicats \(Belgique\), 18/10/18](#)

Les futurs enseignants vont étudier plus longtemps. Au minimum quatre ans au lieu de trois aujourd'hui pour ceux qui donnaient cours jusqu'en troisième secondaire.

C'est la décision prise par le ministre de l'Enseignement supérieur, JC Marcourt, ministre de l'Enseignement supérieur, dans un décret qui vient d'être déposé cette semaine au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui devrait l'examiner prochainement. (...)